

PARTENARIAT 1986
AFRIQUE CANADA 2016



30 ANNÉES d'IMPACT

RENFORCER la GOUVERNANCE des RESSOURCES NATURELLES de par le MONDE



L'ANNÉE en REVUE 2015

TROIS DÉCENNIES de TRANSFORMATION

EN 1986, l'Assemblée générale des Nations Unies a invité la communauté internationale à agir pour appuyer la reprise économique et le développement en Afrique. Le Canada a répondu en créant un fonds pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté sur le continent—Partenariat Afrique Canada (PAC) était né.

Au cours des 30 dernières années, PAC a mené des initiatives pour appuyer le développement durable, à long terme, en Afrique. Notre travail de recherche et d'élaboration de politiques a aidé à mettre au jour une cause profonde du conflit—la mauvaise gestion des ressources naturelles. Nous avons révélé comment les diamants finançaient la guerre en Sierra Leone, ce qui a provoqué l'indignation à l'échelle internationale et a donné lieu à la création du Processus de Kimberley (PK) pour endiguer le flux des diamants de conflit.

Nous sommes devenus l'un des chefs de file de l'élaboration de solutions novatrices pour renforcer la gouvernance des ressources naturelles. En collaboration avec des collectivités, la société civile, des gouvernements et l'industrie, nous prodiguons des conseils sur l'élaboration et l'exécution de programmes visant à promouvoir des chaînes d'approvisionnement transparentes et légales; nous assurons le suivi de la mise en œuvre de la certification des minéraux susceptibles de susciter des conflits; et nous appuyons l'officialisation du secteur minier artisanal, par exemple dans la région des Grands Lacs. Notre travail n'est pas encore achevé.

L'année 2015 a été marquée par la transformation. Notre équipe s'est élargie à Ottawa, en Ouganda et en la République démocratique du Congo—notre personnel est passé de six personnes à près de 20 aujourd'hui, tant au pays qu'à l'étranger. Nous avons fait nos adieux à Bernard Taylor, qui a pris sa retraite après avoir agi à titre de directeur général de PAC pendant 20 ans.

Dans l'est de la RDC, nous avons lancé le projet Or juste et marqué un jalon dans nos efforts de promotion d'une chaîne d'approvisionnement en or artisanal libre de conflit. Il s'agit d'une première étape pour intégrer les mineurs d'or artisanal dans l'économie officielle et s'assurer que les collectivités—femmes, hommes et enfants—tirent des bénéfices du secteur.

Au sein du Processus de Kimberley, de concert avec la Coalition de la société civile, nous avons plaidé en faveur du changement—et annoncé un boycottage de la prochaine présidence des EAU en raison de leurs mauvaises pratiques commerciales. En l'absence de la société civile en 2016, le Processus de Kimberley se trouvera à un carrefour. Il reviendra à d'autres membres de s'assurer que l'institution conserve sa crédibilité.

Nous sommes incroyablement reconnaissants aux partenariats qui nous ont stimulés, renforcés et appuyés au fil des ans. Nous comptons accroître notre impact au cours des années à venir.

Susan Côté-Freeman
Présidente du conseil



Joanne Lebert
Directrice générale



Partenariat Afrique Canada (PAC) est un chef de file mondial en matière d'élaboration d'approches novatrices pour renforcer la gouvernance des ressources naturelles. Depuis 30 ans, PAC collabore avec des partenaires pour mettre en avant le dialogue sur les politiques et des solutions en faveur d'un développement durable.

Nous enquêtons et faisons rapport sur le manque de reddition de comptes, la piètre gouvernance et les violations des droits de la personne associés aux minéraux de conflit. • Nous élaborons et mettons en œuvre des solutions, en collaboration avec des partenaires locaux, pour améliorer la gouvernance des ressources naturelles, y compris la certification des minéraux de conflit et des chaînes d'approvisionnement propres. • Nous faisons du renforcement des capacités et offrons de l'assistance technique pour favoriser la transparence dans le secteur minier, notamment grâce à l'élaboration de lignes directrices pour l'industrie. • Nous préconisons des politiques et des programmes qui appuient l'égalité des sexes et l'entrepreneuriat des femmes dans l'exploitation minière artisanale.

1986 Le Canada annonce le lancement du fonds « Afrique 2000 » pour appuyer des organismes communautaires africains et s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté. Partenariat Afrique Canada (PAC) voit le jour comme coalition de groupes de la société civile canadienne, chargée de consacrer à des projets de développement à long terme en Afrique 75 millions de dollars sur cinq ans, octroyés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), et de favoriser des partenariats entre des organismes à but non lucratif en Afrique et au Canada.

1990 La coalition compte à présent 91 membres votants et 28 observateurs; le conseil d'administration accueille maintenant des membres africains afin de faire entendre la voix de toutes les parties intéressées. Au début de la quatrième année d'activité de PAC, 47 millions de dollars ont été affectés à des projets; on a approuvé 136 projets outremer—dont 59 ont des volets tant en Afrique qu'au Canada—et 132 au Canada. Les projets canadiens sont axés sur la sensibilisation de la population canadienne aux enjeux du développement en Afrique.



1991 PAC annonce son deuxième mandat de financement quinquennal, d'une valeur de 75 millions de dollars, de l'Agence canadienne de développement international. La coalition élabore son premier plan stratégique à long terme, qui met l'accent sur le renforcement de la gouvernance interne des organisations, la participation populaire, le genre et l'environnement.

1993 Sur le plan juridique, PAC, qui était une coalition hébergée par le Conseil canadien pour la coopération internationale, devient un organisme à but non lucratif indépendant. À la fin de l'année, PAC avait approuvé des projets d'une valeur de près de 30 millions de dollars et comptait 112 membres votants et 25 observateurs.



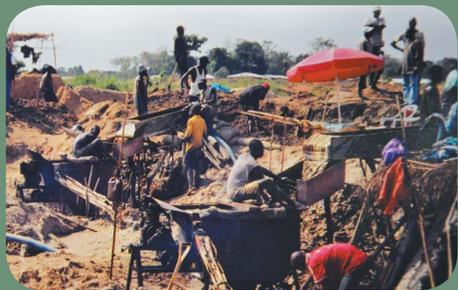
1994 Face à la menace de compressions du budget de l'aide étrangère, PAC réclame publiquement que le premier ministre et les députés maintiennent le financement, par le gouvernement fédéral, du développement en Afrique. L'ACDI coupe malgré tout le financement de PAC. L'année suivante, le bureau de PAC ferme ses portes et l'organisme remercie son personnel.



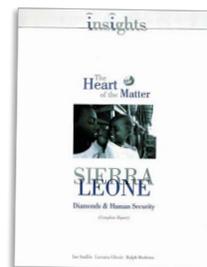
1996 L'organisme se restructure et réoriente sa stratégie pour appuyer des partenaires au moyen de solutions axées sur la recherche et l'élaboration de politiques, notamment en intervenant par l'entremise de forums internationaux. Lors de l'assemblée générale annuelle, on fait consensus sur les nouvelles structures et mission de PAC. La nouvelle structure du conseil prévoit autant de membres africains que canadiens.

1998 PAC ouvre un bureau à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour s'assurer que la société civile africaine ait véritablement une voix au nouveau chapitre de PAC. Le bureau est un carrefour qui permet l'échange d'information et d'idées, qui renforce les compétences des membres en matière de dialogue sur les politiques et qui organise des ateliers de formation. Pour inaugurer le bureau, PAC offre, à 20 partenaires qui interviennent sur le terrain partout en Afrique, un atelier sur le renforcement de la collaboration à tous les niveaux.

1998 Le Network Movement for Justice and Development (NMJD), en Sierra Leone, s'adresse à PAC pour procéder à une enquête conjointe sur les causes profondes du conflit prolongé que connaît ce pays, y compris le commerce des diamants. Treize groupes — dirigés par l'équipe de recherche de PAC — mènent l'enquête, qui aura par la suite de profondes conséquences économiques, sociales et politiques pour la Sierra Leone et à l'échelle planétaire.



2000 PAC publie *Le cœur du problème : La Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*, qui établit pour la première fois le rapport entre les diamants et le financement des conflits. Le rapport constate que des forces rebelles de la Sierra Leone font passer en contrebande de grandes quantités de diamants au Libéria en échange d'armes. Les constatations sont diffusées par des médias internationaux tels que la BBC, le New York Times et Vanity Fair; elles provoquent l'indignation chez les consommateurs.



2000 PAC amorce de vastes recherches sur la sécurité humaine, la consolidation de la paix et la mauvaise gestion des ressources naturelles en Afrique et partout sur la planète. Au cours de la décennie suivante, PAC publiera plus de 30 rapports dans quatre langues. À mesure que son corpus de recherche prend de l'ampleur, PAC se fait connaître comme chef de file de la recherche sur le terrain, une recherche qui débouche sur des recommandations applicables en matière de politiques.



2002 Les premières coalitions de la société civile africaine voient le jour pour lutter contre le commerce illégitime des ressources naturelles. En Sierra Leone, la *Campaign for Just Mining*, menée par le NMJD, présente au gouvernement des recommandations sur la réforme du secteur minier. Le CENADEP, en la République démocratique du Congo (RDC), organise un atelier qui débouche sur la création d'un réseau national d'organisations résolues à mettre un terme au pillage des ressources naturelles du RDC. PAC fournit du soutien et du renforcement des capacités à ces deux organismes.



2002 Le Système de certification du Processus de Kimberley (SCPK) est signé à Interlaken, en Suisse, par plus de 50 gouvernements, l'industrie du diamant et un petit groupe d'ONG—dont PAC. Le Processus de Kimberley (PK) contrôle le commerce des diamants bruts pour s'assurer qu'aucun diamant de conflit n'entre dans la chaîne d'approvisionnement légal. PAC mène les efforts pour s'assurer que l'accord soit non seulement signé, mais qu'il soit crédible et fasse l'objet d'un suivi indépendant.

2003 Au moment où le SCPK entre en vigueur, PAC devient un membre fondateur du système, où il représente la société civile. Le sénateur américain Patrick Leahy et les membres du Congrès Tony P. Hall et Frank R. Wolf présentent la candidature de PAC pour le Prix Nobel de la paix en raison des efforts que déploie l'organisation pour mettre un terme au commerce des diamants de conflit.

Fight against war diamonds earns Nobel nomination

Ottawa group leads battle on conflict diamonds. Just last week, the United Nations General Assembly endorsed a plan

30 ANNÉES 30 JALONS

2005 Global Witness et PAC publient conjointement *Rich Man, Poor Man* — un rapport qui met au jour les faiblesses du PK dans le contexte de l'exploitation minière artisanale. Le rapport formule des recommandations pour la réforme du PK et jette les bases d'un nouveau programme de PAC, l'Initiative diamant et développement (IDD), qui cherche avant tout à s'assurer que les diamants favorisent le développement des mineurs artisans et de leurs collectivités. Deux années plus tard, l'IDD devient un organisme à but non lucratif indépendant, avec lequel PAC continue de collaborer.



2006 Les chefs d'État de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) — l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie — signent le Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement, qui met en œuvre la Déclaration de Dar es-Salaam pour lutter contre les causes profondes du conflit et les contraintes au développement dans la région. PAC commence à conseiller la CIRGL sur l'élaboration de protocoles régionaux pour lutter contre l'exploitation illicite des ressources. PAC a appuyé l'engagement de la société civile dans la CIRGL depuis sa création deux années plus tôt.

2006 PAC publie des rapports de recherche sur le terrain portant sur le commerce des diamants dans plusieurs pays, y compris le Brésil, le Venezuela et le Guyana. Des constatations faites au Venezuela révèlent que 100 % des diamants sont illicites et le gouvernement est contraint de se retirer du PK. Au Brésil, les constatations amènent la police à suspendre toutes les expéditions de diamants de février à septembre.

2008 PAC lance Publiez ce que vous payez (PCQVP) Canada et héberge le groupe. La coalition fait partie d'un réseau mondial d'organisations de la société civile qui préconise un accroissement de la transparence dans le secteur de l'extraction, au pays et à l'étranger, pour permettre aux citoyens d'obliger leurs gouvernements à rendre des comptes relativement à la façon dont ils gèrent la richesse tirée de leurs ressources naturelles.

2008 De concert avec d'autres membres de la Coalition de la société civile du PK, PAC appelle à la suspension du Zimbabwe du PK. Cet appel fait suite à des enquêtes, y compris un rapport de PAC, qui ont révélé des violations des droits de la personne commises par le gouvernement dans les champs de diamants de Marange. Le gouvernement suspend les ventes de Marange jusqu'à ce que le Zimbabwe puisse démontrer une amélioration de la reddition de comptes et de la sécurité, et qu'il fournisse des preuves que les diamants de la région sont libres de conflit. Le rapport de suivi de PAC, en 2012, met en lumière la corruption et préconise la reddition de comptes dans les contrats miniers octroyés à Marange. Le président du Zimbabwe admet finalement, en 2016, que la corruption et la mauvaise gestion ont engendré une perte de 15 milliards de dollars de revenus tirés des diamants pour le pays.



2010 Onze chefs d'État de la CIRGL signent la Déclaration de Lusaka, qui marque l'approbation officielle de six outils pour lutter contre l'exploitation illégale et le commerce des minéraux de grande valeur liés aux conflits dans la région des Grands Lacs de l'Afrique : les 3T (l'étain, le tantale et le tungstène) et l'or. PAC commence à offrir du soutien technique à la CIRGL pour mettre ces outils en œuvre; un mémorandum d'entente vient officialiser cette relation.

2010 Le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque est lancé; il renferme des recommandations demandant au secteur privé d'aider à respecter les droits de la personne dans leur approvisionnement en minerais. PAC agit comme conseiller et contribue à l'élaboration du Guide; l'organisme est membre d'un groupe de pilotage multipartite chargé de faire avancer sa mise en œuvre.

2010 De concert avec la société civile locale, PAC continue de plaider en faveur des interventions contre les minéraux de conflit et collabore avec la CIRGL pour implanter le Protocole sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles afin de mettre un terme au commerce des minéraux susceptibles de susciter des conflits. En raison de l'accroissement des pressions exercées par des groupes de pression internationaux, les États-Unis adoptent la Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act. La loi Dodd-Frank exige que toutes les sociétés inscrites en bourse aux États-Unis, de même que la Securities Exchange Commission, dévoilent si les minéraux sont extraits en République démocratique du Congo ou dans des pays voisins et, le cas échéant, comment ces pays s'assurent que les bénéfices tirés de ces minéraux ne profitent pas à des groupes armés.

2011 PAC publie *Contre la malédiction des ressources : Mise en œuvre du Mécanisme de certification de la CIRGL pour les minéraux susceptibles de susciter des conflits*, pour montrer comment la certification régionale des 3T peut réussir, en se fondant sur les leçons tirées d'autres mécanismes de certification, y compris le SCPK. À mesure que progresse la mise en œuvre, la principale coalition internationale de l'industrie de l'électronique annonce qu'elle reconnaît la certification de la CIRGL comme un mécanisme régional crédible pour vérifier l'origine des minéraux de grande valeur liés au conflit.

2014 PAC publie *Tout ce qui brille n'est pas or : Dubaï, le Congo et le commerce illicite des minéraux de conflit*, une des premières enquêtes portant sur les échappatoires dans les contrôles des importations qui permettent que de l'or de contrebande entre dans la chaîne d'approvisionnement légale. Le rapport examine aussi les prix de cession des diamants africains à Dubaï.

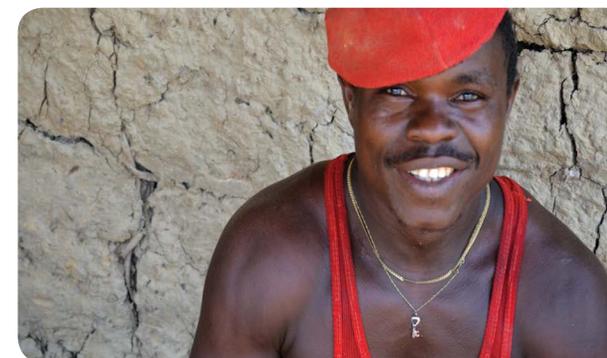


2014 PAC lance un nouveau projet de recherche en collaboration avec l'Université Carleton et le Development Research and Social Policy Analysis Center (DRASPAC), en Ouganda, pour examiner le rôle des femmes dans le secteur de l'exploitation minière artisanale dans la région des Grands Lacs. Le projet constitue la première étude multinationale approfondie sur le rôle des femmes dans le secteur; il s'inscrit dans les travaux de PAC visant à assurer une intégration pleine et entière du genre dans les initiatives de gouvernance des ressources naturelles.

2014 L'approche régionale de l'Union du fleuve Mano à l'égard de la mise en œuvre du Processus de Kimberley est lancée en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Libéria. Le groupe entend harmoniser les politiques entre les pays et élaborer une stratégie concertée pour mettre un terme au commerce illicite des diamants dans la région. PAC est un membre fondateur de ce groupe, où il représente la société civile et à qui il offre des conseils techniques et stratégiques.

2014 À la suite d'une vaste campagne menée par PCQVP-Canada et d'un dialogue avec l'industrie et des responsables des politiques, le Canada adopte la *Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif*. La loi exige que les sociétés extractives canadiennes respectent des exigences de déclaration obligatoire.

2015 PAC fait fond sur un premier projet pilote réalisé en 2013 et lance le projet *Or juste*, qui vise à mettre au point un système équitable, autonome et durable pour que de l'or licite, traçable et libre de conflit en provenance de sites d'exploitation minière artisanale en République démocratique du Congo soit vendu sur les marchés internationaux. Le projet *Or juste* est présenté comme un modèle de mise en œuvre du devoir de diligence en RDC.



2015 PAC ouvre des bureaux en Ouganda et en République démocratique du Congo pour appuyer le travail de ses partenaires en matière de promotion de la gouvernance des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs. L'équipe de PAC s'agrandit aussi à Ottawa.

2016 La Coalition de la société civile du PK annonce le boycottage de la présidence du PK — les EAU — en raison de contrôles internes laxistes et d'une relation antagoniste avec la société civile. Pour la première fois de son histoire, la société civile est absente d'une réunion intersession du PK et aussi de la plénière.



2015

NOTRE CONSEIL d'ADMINISTRATION

Susan Côté-Freeman
Canada *Présidente*

Baudouin Hamuli Kabarhuza
RDC *Vice-président*

Rolland Morier Canada *Trésorier*

Alex Neve Canada

Charles Mutasa Zimbabwe

Mirabelle Rodrigues Canada

Mary Rusimbi Tanzanie

Rebecca Tiessen Canada

Bruce Broomhall Canada

Ezra Mbogori Kenya

Kate McInturff Canada

Yiagadeesen (Teddy) Samy Canada

NOTRE ÉQUIPE

Bernard Taylor • Joanne Lebert
Josée Létourneau • Alan Martin
Zuzia Danielski • Kady Seguin
Claire Woodside • Offah Obale
Générose Bifunge • Carmen
Teichgraber • Gisèle Eva Côté
Victoria Reichel • Stephen
Turyahikayo • Victor Kangela
Jean Paul Lonema • André
Muamba • Oscar Katho Dissa
Zacharie Bulakali • Jean Paul Kubali

Merci à nos consultants et chercheurs

Shawn Blore, Ajay Garg et
Hélène Helbig de Balzac.

*Nous remercions particulièrement
Eleanor Barney et Dominique Marshall
de l'Université Carleton, ainsi que le
Réseau canadien d'histoire humanitaire
pour la recherche archivistique
qui a contribué à ce rapport.*

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Revenus et dépenses pour l'exercice se terminant	le 31 mars 2016	le 31 mars 2015
REVENUS		
Affaires mondiales Canada	1,135,777	3,212
Union européenne	368,775	330,656
USAID/OIM	363,314	379,832
AusAid (Australie)	4,099	236,109
Federal Institute for Geosciences and Natural Resources – BGR (Allemagne)	0	164,641
Université Carleton (Canada)	195,603	41,803
Secteur privé / Industrie	32,840	19,155
Contributions à Publiez Ce Que Vous Payez-Canada	130,789	92,464
Autre contributions	9,749	10,635
Intérêts	2,997	2,617
TOTAL	2,243,943	1,281,124
DÉPENSES		
Diamants de conflit	373,842	346,109
Minéraux de conflit	1,699,773	834,701
Transparence et imputabilité	136,931	92,928
Sécurité et droits de la personne	646	7,899
TOTAL	2,211,192	1,281,637
(Insuffisance) Excédent des revenus par rapport aux dépenses	32,751	(513)

Partenariat Afrique Canada a reçu du financement d'un vaste éventail d'organismes gouvernementaux, d'institutions et d'organismes non gouvernementaux du monde entier. Nous sommes profondément reconnaissants pour cet appui.



Partenariat Afrique Canada

331, rue Cooper, bureau 600, Ottawa ON K2P 0G5 Canada

www.pacweb.org

t +1-613-237-6768

f Partnership Africa Canada

🐦 PACMinerals

ISSN: 1493-0986

Photo de la page couverture
par Network Movement for
Justice and Democracy